

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19510 - 75ÈME ANNÉE

Pourquoi avoir privé les Réunionnais de l'expertise nécessaire à la prise de décision ?

Qu'est devenu le Centre de Recherche et de Veille sur les maladies émergentes ?

Si les décisions relatives à l'épidémie de coronavirus à La Réunion sont basées sur celles prises pour la France avec quelques adaptations, c'est parce que dans notre île, « nous n'avons pas le niveau d'expertise suffisant localement pour établir une doctrine ». Pourtant, en 2006, la mobilisation du PCR lors de la crise du chikungunya avait amené le Premier ministre à soutenir la création d'un centre hospitalier universitaire et d'un Centre de Recherche et de Veille sur les maladies émergentes dans l'océan Indien.

Dans une interview publiée hier dans « le Quotidien », Martine Ladoucette, directrice de l'ARS Réunion, a été interrogée sur le thème de la prise de décision des Réunionnais pour une affaire qui les concerne. Voici l'extrait de cette interview :

Question : « Alors que La Réunion est un territoire insulaire, ne serait-elle pas pertinent de gérer cette crise avec davantage d'autonomie dans les décisions ? »

Réponse : « Nous n'avons pas le niveau d'expertise suffisant localement pour établir une doctrine. Les certitudes ou les hypothèses fortes ainsi que les travaux scientifiques sur lesquels nous nous basons viennent du national. Sur le plan local, nous agissons et essayons de faire plus qu'en métro-

pole quand c'est possible en mettant en place une stratégie de dépistage plus efficace par exemple. Nous avons toujours eu ce souci de bien doser les mesures nationales en les adaptant aux réalités locales. »

Autrement dit, les Réunionnais ne seraient pas assez compétents pour prendre des décisions relatives à la gestion de l'épidémie de coronavirus. Ceci serait donc la confirmation d'un grand gâchis car quand Paul Vergès était président du Conseil régional et quand le PCR avait des parlementaires, La Réunion devait accueillir un Centre de Recherches et de Veille Sanitaire d'envergure internationale, ayant donc un niveau d'expertise très élevé.

L'expérience du chikungunya

Tout avait démarré en septembre 2005, quand le PCR avait alerté l'opinion sur le risque d'une épidémie de chikungunya. Les décisions prises par les autorités sanitaires de l'époque ont été à l'origine d'une catastrophe sanitaire, économique et environnementale : près du tiers des Réunionnais contaminés et plusieurs centaines de décès. Le PCR menait la lutte pour que des mesures adaptées soient prises. A Pa-

ris, la sénatrice communiste Gélita Hoarau avait obtenu la venue du Premier ministre, Dominique de Villepin. De ces deux visites du chef du gouvernement marquées par des rencontres avec Paul Vergès avaient découlé deux décisions : la création du Centre hospitalier universitaire de La Réunion, et celle d'un Centre de Recherches et de Veille Sanitaire. Voici les précisions apportées à ce sujet par Gélita Hoarau, dans une interview parue le 22 mai 2006 dans Témoignages.

Question : « La mise en place d'un Centre de Recherches et de Veille Sanitaire est également de nature à rassurer les Réunionnais, non ? »

Réponse : « Bien évidemment. De plus, ce Centre s'ouvrira sur toute la zone de l'océan Indien, ce qui positionne avantageusement La Réunion dans un pôle d'excellence pour la coopération régionale.

Sur ce plan, je pense que Paul Vergès, président de la Région, a mille fois raison quand il insiste sur la nécessité de recruter des jeunes chercheuses et chercheurs réunionnais dans ce Centre. Surtout qu'il existe actuellement des jeunes Réunionnais hautement diplômés (virologues, entomologistes...) et qui cherchent du travail ».

Le 16 janvier 2007, une délibération de la Commission permanente

de la Région Réunion faisait état de l'adhésion de la collectivité au Centre de Recherches et de Veille Sanitaire :

« Les élus de la Commission permanente de la Région ont décidé d'adhérer au Groupe d'Intérêt Scientifique "Centre de Recherche et de Veille sur les maladies émergentes dans l'océan Indien". Créé à l'initiative du Ministère de la Recherche et en partenariat notamment avec la Région Réunion, suite à l'épidémie de chikungunya, il doit apporter une réponse aux insuffisances du système de surveillance des épidémies à La Réunion, soulignées pendant la crise par l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS France) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Ce GIS (Groupement d'Intérêt Scientifique - NDLR) est également l'une des réponses apportées par la cellule chargée de la veille et de la recherche scientifique sur les maladies émergentes, pilotée par le professeur Flahaut, mais aussi aux demandes formulées lors de la conférence de Paris (avril 2006), réunissant les Ministères de la Santé et de la Recherche, les organismes de recherche, les élus et acteurs socioprofessionnels de La Réunion.

En outre, ce GIS s'inscrit parfaitement dans le cadre des préconisations des experts de la COI, réunis à La Réunion en juin 2006 et à celle des Ministres de la Santé, lors de la session d'octobre 2006. La vocation du GIS sera donc double : à la fois nationale (en renforçant la capacité de recherche sur les maladies émergentes) et régionale (en participant à l'effort de veille scientifique et de recherche dans l'océan Indien).

Le comité directeur du GIS réunira des représentants de la Région, du Département, de l'Etat et de la COI, l'ensemble des grands organismes de recherche (CNRS, CIRAD, INRA, IRD, INSERM...), ainsi que des représentants des hôpitaux, de l'Union des médecins libéraux et de l'Université. Ce comité directeur est une instance d'orientation et de décision politique, le comité

scientifique, composé à 50% de personnalités qualifiées issues chacune des pays de l'océan Indien et au moins à 25% de scientifiques venant de l'étranger.

Les élus de la Commission permanente ont souligné que la création du GIS CRVOI marque une avancée considérable de la recherche biomédicale pour l'île et l'océan Indien. En effet, il permet d'introduire à La Réunion des organismes de recherche nationaux jusque-là absents : Institut Pasteur, CNRS, INSERM, tout en renforçant la présence du CIRAD, de l'INRA et de l'IRD. En outre, ce GIS CRVOI est un élément important, à la veille de la création du Centre Hospitalier Régional (CHR) avant l'installation, à terme, du CHRU (qui repose à la fois sur la recherche et sur l'enseignement). Les élus ont demandé à ce que la structure puisse offrir des débouchés et de nouveaux emplois pour les jeunes chercheurs réunionnais. Enfin, le GIS permettra également de densifier l'exploitation des plateaux techniques de recherche ».

Quand l'assimilation à la France déresponsabilise

La Réunion avait toutes les cartes en main pour disposer de « l'expertise suffisante pour établir une doctrine » pour reprendre les mots de la directrice de l'ARS : un Centre hospitalier universitaire, la présence de l'Institut Pasteur, du CNRS, de l'INSERM et le renforcement de la présence du CIRAD, de l'INRA et de l'IRD.

Tout cela se passait quand Paul Vergès était président de la Région. Mais depuis 2010, date du changement de majorité à la Région, l'assimilation à la France s'est renforcé. Ainsi, donner de l'argent à ceux qui veulent voyager en France au nom d'une « continuité territoriale » avec un pays distant de 10.000 kilomètres va dans le sens de cet arrimage à une lointaine « mère patrie ». Lors de la

crise des gilets jaunes, chacun a pu constater que la revendication principale de la Région était de demander de l'argent à la France pour subventionner les importations venues du continent européen au nom de cette fameuse « continuité territoriale ».

Il est évident que toute position d'assimilation à la France n'est pas de nature à encourager le développement à La Réunion d'un pôle de recherche international sur les maladies émergentes.

Cela concourt au maintien de La Réunion dans une politique d'intégration qui se traduit de la sorte : des aménagements à la marge de décisions prises à Paris. Or, c'est ce schéma qui est décrit par la directrice de l'ARS : « Nous avons toujours eu ce souci de bien doser les mesures nationales en les adaptant aux réalités locales. »

Ainsi donc, avec l'organisation soutenue par l'ancienne Région Réunion, un Centre de Recherche et de Veille sur les maladies émergentes s'appuyant sur un Centre hospitalier universitaire, La Réunion aurait été à la pointe de la recherche contre le coronavirus. Sans doute aurait-elle joint ses efforts avec les chercheurs malgaches qui mettent au point un médicament contre le coronavirus, mais surtout, notre île aurait disposé des chercheurs et des données nécessaires pour établir elle-même sa stratégie de lutte contre le coronavirus.

L'interview de la directrice de l'ARS rappelle donc l'immense gâchis dont les Réunionnais ont été victimes au cours de ces 10 dernières années : qu'est devenu le Centre de Recherche et de Veille sur les maladies émergentes ? Où sont les chercheurs de l'Institut Pasteur, du CNRS, de l'INSERM, du CIRAD, de l'INRA et de l'IRD qui devaient y travailler ? Où sont les virologues réunionnais qui devaient être formés pour intégrer ce centre ?

Le Parti Communiste Réunionnais est signataire de la lettre ouverte conjointe des partis et formations politiques du monde pour la coopération internationale plus étroite contre le Covid-19



Photo souvenir de participants à la conférence idéologique internationale.

« Point d'orgue des célébrations du 60e anniversaire de sa fondation, le Parti Communiste Réunionnais a organisé une Conférence Idéologique Internationale, du 26 au 28 octobre 2019 à La Réunion. L'événement a exposé l'ancrage internationaliste du parti. Aux côtés du Parti Communiste Cubain et du Parti Communiste Chinois, invités d'honneur, participaient les partis communistes français, indien, sud-africain, malgache, et d'autres mouvements militants tels que Badili Comores, Groupe Réfugiés Chagos, Preserv Seychelles, le Forum politique des îles de l'océan Indien, ainsi que le public.

La diversité des exposés en plénières et les débats féconds des ateliers thématiques ont enrichi une vision partagée : la commu-

nauté de destin de l'humanité face à des phénomènes irréversibles qui menacent jusqu'à l'existence humaine. Une nouvelle civilisation est à construire, sur la base du bon voisinage et de la diplomatie des peuples.

Aujourd'hui, le Covid-19 met dramatiquement à l'épreuve cet esprit de responsabilité collective et de solidarité planétaire.

Face à cette situation sans précédent, le Parti Communiste Réunionnais s'est associé à 230 partis et formations politiques du monde entier pour lancer un appel conjoint : pour le respect des victimes et la considération des acteurs de santé ; pour l'application des mesures de sécurité ; pour la coopération plus étroite des États sous l'égide des instances de concertation internationale ; pour

la facilitation de toute entraide scientifique, sanitaire et économique d'initiative publique ou privée ; pour l'anticipation et la préparation de "l'après"...

Le Parti Communiste Réunionnais réaffirme ainsi son attachement au dialogue et au multilatéralisme pour résoudre les différends et ouvrir les perspectives d'un avenir radieux pour l'humanité. »

**Pour le Parti Communiste
Réunionnais,
Philippe Yée-Chong-Tchi-
Kan,
Délégué au Dialogue
International du Comité
Central du IXe Congrès
du PCR**

Document signé par 230 partis politiques dont le PCR**Coronavirus : « Lettre ouverte conjointe des partis et formations politiques du monde pour la coopération internationale plus étroite contre le Covid-19 »**

Voici le texte de la lettre commune à 230 partis politiques au sujet de la crise du coronavirus :

Aujourd'hui, au moment où le COVID-19 se propage rapidement à travers le monde, il constitue le défi le plus urgent et le plus grave pour la santé humaine, la paix et le développement du monde. Face à cette situation sans précédent, NOUS, principaux partis et formations politiques de divers pays, chargés de la lourde responsabilité d'améliorer le bien-être des populations, de promouvoir le développement national et de sauvegarder la paix et la stabilité mondiales, lançons par la présente communication notre Appel Conjoint.

I. Nous rendons notre plus grand hommage à toutes les personnes, en particulier aux personnels de santé, qui se consacrent à sauver des vies et à protéger la santé publique. Nous adressons nos sincères condoléances à celles et ceux dont des proches sont malheureusement décédés pour cause du COVID-19.

II. Nous savons que si le COVID-19 n'était pas rapidement et efficacement maîtrisé, il causerait encore plus de dommages à la vie, à la sécurité et à la santé d'un plus grand nombre de personnes et aurait un impact très grave sur le développement socio-économique de la plupart des pays et sur les échanges mondiaux et la coopération internationale. Nous appelons tous les pays à mettre la vie, la sécurité et la santé des populations au-dessus de tous les intérêts et à prendre des mesures résolues et énergiques pour mettre un terme à la propagation dudit virus.

III. Nous encourageons tous les pays, en fonction de leurs conditions nationales spécifiques, à élaborer des plans d'urgence et des stratégies de riposte et à renforcer leur coopération. Le traitement des patients infectés par

le COVID-19 est aussi important que la maîtrise de la propagation de cette pandémie. Pendant ce temps, la science et la technologie modernes doivent être pleinement mises à profit pour donner les meilleurs résultats dans les délais les plus courts.

IV. Nous appelons les citoyens de tous les pays à se conformer aux mesures de prévention et de contrôle, en faisant preuve de responsabilité sociale. Nous encourageons tous les pays à sensibiliser les organisations de la société civile et des bénévoles de sorte que les initiatives de toute la société soient prises dans la lutte contre le COVID-19.

V. Nous encourageons tous les pays, tout en consacrant leurs efforts à la lutte contre le COVID-19, à adopter une approche intégrée pour assurer le développement socio-économique, à prendre des mesures ciblées pour protéger les couches vulnérables et les PME, et à honorer leur attachement au niveau de vie des populations et au progrès social. Nous appelons tous les pays à synchroniser leurs politiques macro-économiques, à maintenir la stabilité du marché financier mondial ainsi que de les chaînes de production et d'approvisionnement internationales, à réduire les tarifs douaniers pour faciliter le commerce et éviter la récession économique mondiale, à maintenir un niveau approprié d'échanges internationaux pour faciliter notamment le transport international d'équipements et fournitures médicaux destinés aux besoins urgents de la lutte contre le COVID-19.

VI. Nous avons constaté que le virus ne connaît pas de frontière et qu'il est difficile pour un pays de s'en sortir tout seul. Les pays doivent prendre davantage conscience de la communauté de destin pour l'humanité. Plus il est difficile, plus nous devons multiplier nos

assistances réciproques à travers une coopération plus étroite, des politiques plus coordonnées et des actions mieux synchronisées pour mobiliser les forces et les ressources du monde entier afin de vaincre définitivement le virus, l'ennemi commun de l'humanité.

VII. Nous avons remarqué que la lutte contre le COVID-19 dans certains pays, dont la Chine, a enregistré des progrès importants, ce qui a fait gagner du temps et permis d'accumuler des expériences permettant aux autres pays de réagir. Nous apprécions l'esprit ouvert, transparent et responsable des pays comme la Chine qui communiquent en temps opportun les informations sur la pandémie, partageant ainsi les expériences en matière de prévention et de contrôle, et fournissant à d'autres pays une assistance en matériels médicaux dans la mesure du possible. Ils ont apporté d'importantes contributions à la prévention et au contrôle de cette pandémie sur le plan mondial et ont donné espoir et confiance aux autres pays pour vaincre le COVID-19.

VIII. Nous saluons la déclaration des dirigeants du G20 à l'issue du Sommet extraordinaire sur le COVID-19. Nous encourageons tous les pays à renforcer le partage d'expériences et la coopération médicale pour vaincre le COVID-19, y compris la recherche et le développement conjoints de médicaments spécifiques, de vaccins et de tests. Nous appelons à fournir un appui matériel et technique aux pays en développement dont le système de santé publique est fragile et à ceux dans le besoin pour que les lumières de la coopération chassent les ténèbres de la pandémie.

IX. Nous appelons à adopter des approches professionnelles et scientifiques en vue de contenir le COVID-19 et remonter à sa source. Nous nous opposons à la politisation des questions de santé publique. Nous nous refusons résolument à la stigmatisation d'autrui sous prétexte de la pandémie, aux actes et pa-

roles discriminatoires contre tout pays, région et groupe ethnique. Nous appelons les gouvernements à prendre des mesures actives pour protéger la santé, la sécurité et les intérêts légitimes des ressortissants et étudiants étrangers.

X. Nous estimons que cette pandémie révèle la nécessité pour tous les pays d'adhérer davantage aux perspectives de gouvernance mondiale basées sur les principes de concertation, de synergie et de partage, pour soutenir le rôle dirigeant des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale de la Santé dans la gestion des affaires sanitaires mondiales. Nous appelons tous les pays membres du G20 et d'autres mécanismes internationaux à renforcer la coopération, à procéder efficacement et conjointement à la prévention et au contrôle du COVID-19 au niveau mondial pour bâtir une communauté de santé pour l'humanité.

Considérés comme principaux partis et formations politiques des pays du monde, nous nous engageons, pendant cette période spéciale, à maintenir une communication étroite et imprimer une orientation politique visant à donner un nouvel élan à la lutte anti-pandémique mondiale. Nous sommes convaincus qu'après la pluie viendra le beau temps et que les difficultés actuelles ne sont que temporaires. Tant que la communauté internationale garde la confiance, reste en solidarité et adopte des démarches scientifiques et des mesures ciblées, la victoire finale de cette bataille anti-pandémique globale sera au rendez-vous. Nous sommes certains qu'au terme de cette pandémie, nous connaissons une communauté de destin pour l'humanité plus forte et un avenir de l'humanité meilleur que jamais.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Kriké ! Kraké ! Zistoir pou rakont dsi galé : Zistoir Ranoro pti fiy lo roi Andriantsira, lo roi lo sèl - promyé morso

Zistoir-la néna bien lontan é lontan sa i kont an zané, an santène zané, dizon an syèk. Sa lété dann tan bann Vazimba, zansète tout bann malgash koméla. Dann tan-la i paré l'avé bann Zazavavindrano téi apèl galman bann fiy dolo... Dann tan-la donk dann tan néna bien lontan l'avé in jenn jan téi apèl Andriambodilova, in jenn-jan bon a maryé, mé lété ankor sélibatèr pars son famiy l'avé pankor roganiz son maryaz. Rozman ! Pou kosa mi di rozman ? Pars n zour dann tan li lété ankor sélibatèr li la trouv in joli fiye, joli vèye pa koman, joli konm néna poin bonpé konmsa mèm dann tan-la, dann tan zansète tout bann malgash koméla.

Kriké ! Kraké ! Kriké Métyé ! Kraké madam !

In zour lo jenn jan té apré ropozé dsi lo bor lo flèv i apèl La Mamba, in gran flèv sa. Son zyé téi fèrm-fèrm tazantan é kan li la rouvèr kosa li la vi ? Mi done azot an san ! Mi done azot an mil ! Lo jenn Andriambodilova, la vi dann milyé lo flèv, dsi ib bèl rosh bien liss, in jenn fiy bèl konm lo zour kan i lèv. Son shové lété si tèlman gran ké zot téi tranp dann lo la Mamba é son zyé lété konm in glass téi rofléshi bann zoli péizaz. Lo jenn jan téi gingn pi pronons in parol si tèlman jenn - fiy la té bèl. El téi rèv lo rogard dann diréksyon la foré blé, landroi zordi néna la vil Tananarive... Andriambodilova té i admir lo zoli mamzèl san oz ni bouzé, ni kozé,. Mé konm li téi vé amontr lo jenn fiy son l'admirasyon, li la komans shanté.

Son voi lété dou konm do myèl é son shanté téi mont dann syèl blé lèrk douman dann téi pass In volée bann éron blan i apèl osi Voromptsy dann la lang nout bann frèr épi nout bann sèr malgash . La fiy gran shové la ékout lo shanté in bon linstan épi èl la plonj dann lo la rivyèr... Lo jenn-jan la avéyé, avéyé, avéyé mèm, an aspéran lo jenn fiy téi sava arsort dann lo, épi fé oir son zoli silouète é son zoli portré. Mé la jenn-fi la pi sort ditou ziska la finn la zourné, ziska solèye la parti ropozé. Plizyèr zour lo jenn-jan la vni mèm landroi pou sèye rovoir lo zoli zènn fiy épi si posib antame la konvèrsasyon avèk èl.

El téi vien, mé kan lo jenn-jan téi vé adrèss aèl la parol èl téi plonj dann lo épi téi rosorpi pi avan solèye téi pran son ropo. Andriambodilova téi manz pi, téi boir pi é téi pass son tan pou kalkil koman li va fé pou gingn koz avèk lo zoli jenn fiy. Li la mazine tout sort kalité éstratazème mé sa téi marsh pa ziska k'in zour.....

Zistoir la pankor fini-la suit sar pou mèrkrodi 22 avril-pou dézyèm morso..

NB-Mi pé rakont azot zistoir-la pars mon kamarad Honoré la done amoin lo kopi an fransé é moin la mète ali an kréol rényoné pou bann lèktèr témoignages i pé lir éliir pou zot zanfana sansa bann ti galman.

Justin